

## Consœurs, toutes debout pour la justice

Des milliers de femmes et d'alliées ont revendiqué la place qui leur revient à l'Ontario Institute for Studies in Education lors du rassemblement qui se déroulait le 8 mars, à Toronto, dans le cadre de la Journée internationale de la femme. Après quoi, les manifestantes sont descendues dans la rue Bloor pour défiler sur la rue Yonge, jusqu'à l'Université Ryerson.

Lors d'événements qui avaient lieu à Toronto, Waterloo et Sudbury, des milliers de femmes portaient les foulards du SCFP « Consœurs toutes debout pour la justice ».

« Nous travaillons depuis plus de 50 ans aux côtés d'organisations de femmes et d'autres syndicats pour faire avancer le droit des femmes à l'égalité. L'inégalité dont sont victimes les femmes œuvrant dans le secteur public a été une force motrice de notre formation

syndicale. La lutte pour le droit des femmes est au cœur du SCFP », a déclaré la secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario, Candace Rennick, qui assistait aux « The Feminist Games », une activité de la Journée internationale de la femme, à Ottawa.



À Toronto, la marche « Women Taking Power » mettait surtout l'accent sur l'importance des services de garde à l'enfant de qualité, publics et à but non lucratif.

Les membres de Kitchener/Waterloo assistaient à « Rising To-

gether », le premier brunch organisé par la ville en l'honneur de la Journée internationale de la femme.

« Nous continuons à lutter et à remporter des victoires qui profitent à toutes les femmes. L'équité salariale, en finir avec les conventions collectives à deux volets, un congé parental rémunéré, une protection contre le harcèlement et des environnements de travail dangereux pour n'en nommer que quelques-uns », a déclaré le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn.

Pour en savoir plus sur la Journée internationale de la femme et sur les nombreux événements auxquels le SCFP-Ontario participe pour promouvoir l'égalité, veuillez consulter [cupe.on.ca](http://cupe.on.ca). Gardez également l'œil sur notre site web pour en savoir plus sur notre Conférence des femmes biennale qui se tiendra à l'automne 2014.



### À l'intérieur de Political Pulse

La ministre des Affaires municipales intervient dans la grève à Bonfield  
Négocier en vue d'un accord, se préparer à la grève :  
une histoire de réussite Page 2  
Évincé de l'hôpital, abandonné à la maison Journée nationale  
d'action pour un nouvel Accord sur la santé Page 3  
Journée nationale d'action pour un nouvel Accord sur la santé Page 3  
Défendre les soins de longue durée à Sault Ste. Marie Page 4  
« Arrêtez de faire la guerre aux pauvres » Page 4

Conférence sur la justice raciale et les droits de la personne Page 5  
Tous debout pour la justice Page 6  
Journée d'égalité salariale, le 16 avril Page 6  
Les conférences sectorielles : une participation superbe Page 7  
Tous debout pour la justice, à vous de vous impliquer Page 7  
Les dates limites pour l'envoi des candidatures des prix Page 8  
et le Congrès approchent à grands pas Jour de deuil national

## La ministre des Affaires municipales intervient dans la grève à Bonfield

La ministre des Affaires municipales et du Logement s'est dite inquiète au sujet des allégations « sérieuses » à l'effet que le canton de Bonfield ne respecte pas la Loi sur les municipalités. Dans une lettre en date du 25 mars, la ministre a donné au maire de Bonfield deux semaines pour répondre aux préoccupations soulevées par le SCFP et 69 contribuables qui ont communiqué avec son ministère.

Les membres de la section locale 4616 du SCFP ont déclenché la grève le 1er août, s'en prenant à une longue liste de concessions, y compris des attaques contre l'ancienneté et la sécurité d'emploi ainsi que des menaces de sous-traitance.

« Le maire et les conseillers municipaux ont tenté de diriger les affaires de la commune à eux seuls. Mais, ils ont échoué », a déclaré le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn. « Une crise est imminente en raison de leur refus de régler le conflit et de remettre les gens au travail. Ils doivent maintenant répondre de leurs actes et être tenus responsables ».

La lettre de la ministre soulève 11 questions spécifiques sur lesquelles le conseil du canton doit faire rapport.

Parmi celles-ci, notons la confirmation de toute nouvelle dette contractée depuis le 1er août et l'assurance que les paiements aux conseils scolaires et au conseil des services sociaux sont à jour. Elle a également demandé des explications entourant la préparation du budget et des politiques d'achat, la confirmation que le canton répond à ses devoirs quant à la protection civile, les permis de construire, l'absence d'états financiers vérifiés et les enterrements au cimetière.



Le maire refuse toujours de négocier une convention collective équitable. Des audiences auprès de la Commission des relations de travail en ce qui a trait à des pratiques de travail déloyales sont prévues entre juin et août.

« Il s'agit d'une prise de position importante contre les concessions et la sous-traitance », a déclaré la secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario, Candace Rennick. « Pour remporter ce combat, nos braves consœurs et confrères à Bonfield ont besoin du soutien de toutes les sections locales : un jour de plus, un jour plus fort ».

*Pour en savoir plus sur la grève et sur la façon de faire un don, veuillez consulter [cupe.on.ca](http://cupe.on.ca).*

## Négocier en vue d'un accord, se préparer à la grève : la section locale 1, une histoire de réussite

La mobilisation des membres est au cœur de toute campagne réussie lorsqu'il s'agit de lutter contre les concessions et d'obtenir des gains à la table de négociation. La section locale 1 du SCFP l'a prouvé lors de négociations avec son employeur, Toronto Hydro.

La section locale a adopté la devise « Négocier en vue d'un accord, se préparer à la grève ».

Ayant obtenu un fort mandat de grève, soit 99,25 %, le Comité de grève a recruté l'équivalent de 10 % de membres pour faire fonction de capitaines des piquets de grève et de scouts, si nécessaire.

Le comité plutôt jeune, composé de trois militants dont le plus vieux est âgé de 31 ans, a recruté, formé et

inspiré une nouvelle génération de militants au sein de la section locale.

Le comité s'est préparé à l'avance, commandant des pancartes et des générateurs et discutant avec la police. Il a même été jusqu'à louer une remorque avec un grande pancarte sur laquelle on pouvait lire « Quartier de grève général de la section locale 1 du SCFP », une semaine avant le délai de grève.

Il aurait été difficile pour l'employeur de ne pas remarquer la remorque, juste en face de son bureau, et de ne pas tenir compte du message qu'elle envoyait.

Pendant ce temps, l'équipe de négociation était à la table, forte de l'appui solide de la section locale. Ainsi, elle a été en mesure

d'intervenir un accord qui non seulement repoussait une longue liste de concessions, mais qui apportait aussi des améliorations de salaires dans chacune des quatre années couvertes par la convention collective.

La section locale dispose dorénavant d'une bonne convention collective et d'une nouvelle génération de militants. Cette préparation ne sera que plus importante alors que le climat de négociation deviendra de plus en plus difficile et qu'un plus grand nombre de travailleurs devront faire preuve de fermeté en matière d'équité et lorsqu'il s'agit de protéger les prochaines générations de travailleurs.

## Évincé de l'hôpital, abandonné à la maison



Selon un nouveau rapport faisant la manchette dans toute la province, deux décennies de compressions dans le secteur

hospitalier de l'Ontario, y compris la fermeture de 19 000 lits ainsi qu'une diminution de l'accès aux soins de convalescence réparatrice à l'hôpital, se traduit par des tragédies humaines à grande échelle.

« Évincé à l'hôpital, abandonné à la maison » relate les histoires personnelles de centaines de patients qui ont téléphoné à la ligne d'écoute mise en place depuis plus d'un an par l'Association ontarienne des orthophonistes et audiologistes (AOOA) et le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO).

« Bon nombre des expériences vécues par les patients vous crèvent le cœur, » a déclaré le président du CSHO, Michael Hurley. « Ce sont surtout des patients âgés, les plus frêles et les plus malades, qui ont le plus souffert des compressions dans le système hospitalier. L'hôpital les a évincé alors qu'ils étaient gravement malades et ils ont été abandonné à la maison. Certains en sont morts ».

Les données du ministère de la Santé viennent appuyer ces témoignages. Un patient de l'Ontario sur six est réadmis à l'hôpital dans les 30 jours suivant son congé. Plus de 10 000 personnes pour la plupart âgées et frêles sont sur des listes en attente de soins à domicile tandis que 35 000 sont en attente de lits de soins de longue durée. Selon les données nationales, les patients ontariens reçoivent 6,1 heures de moins de soins infirmiers que ceux des autres provinces.

Depuis l'adoption d'un modèle communautaire de soins ambulatoires, les taux de référence à la plupart des services de thérapie ont diminué. Conséquemment, les patients ne peuvent pas se prévaloir des soins en temps opportun.

« Voici ce que nous avons entendu : si vous souffrez de démence, si vous avez été victime d'un grave accident vasculaire cérébral, si vous avez la maladie de Parkinson ou si vous avez des difficultés à avaler, vous ne serez fort probablement pas soigné convenablement en temps opportun », a déclaré Mary Cook de l'AOOA.

Vous pouvez télécharger un exemplaire du rapport intégral en consultant [cupe.on.ca](http://cupe.on.ca) (page sur le secteur des soins de santé).

## Journée nationale d'action pour un nouvel Accord sur la santé

Le 31 mars, des milliers de membres du SCFP participaient à des rassemblements et des manifestations partout au Canada dans le cadre de la Journée nationale d'action pour un nouvel Accord sur la santé.

La Journée nationale d'action marquait le terme d'un contrat de dix ans entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux qui prévoyait un financement fédéral stable et des normes nationales en matière de soins de santé.



Les membres du SCFP-Ontario ont contribué à l'organisation d'événements dans des dizaines de communautés à travers la province, y compris le rassemblement

'Klaxonnez pour les soins de santé' qui se tenait à Queen's Park et une manifestation devant le bureau du député Jay Aspin, à North Bay.

« Le gouvernement Harper fait tout ce qu'il croit pouvoir être en mesure de faire tout en s'en tirant pour saper le régime d'assurance-maladie

du Canada », a déclaré la directrice de l'Ontario Health Coalition, Natalie Mehra lors du rassemblement, à Toronto.

## Défendre les soins de longue durée à Sault Ste. Marie

Le 2 avril, la secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario, Candace Rennick, se joignait aux membres du personnel et aux familles des résidents de FJ Davey Home à Sault Ste. Marie, exigeant du député provincial, David Oraziotti, qu'il intervienne et arrête les coupures effectuées au foyer de soins infirmiers.

Des heures de soins infirmiers et de soins personnels ont été sabrées. Donc, le préposé aux services de soutien de la personne (PSSP) a moins de temps pour répondre aux besoins des résidents, pour les baigner, les amener aux toilettes, les vêtir et interagir avec eux. Il sera plus difficile pour le personnel infirmier de distribuer les médicaments et de dispenser des soins médicaux précis, en temps opportun. Déjà pressés, les aides-diététiciennes devront se dépêcher davantage pour servir le repas aux résidents.



Les services environnementaux (nettoyage) ont également été réduits, un grave problème dans le domaine des soins de longue durée, où les résidents plus frêles sont sujets à l'infection.

« Ces compressions dans les soins infirmiers et personnels nous ramènent aux niveaux de 1990 » a déclaré Mme Rennick. « À cette époque-là, les résidents étaient mobiles. Ils étaient plus jeunes au moment d'être admis dans les foyers de soins infirmiers et leurs besoins médicaux étaient moins complexes. De nos jours, les résidents ont plus de 80 ans. La plupart d'entre eux souffrent d'une certaine forme de déficience cognitive, comme la démence. Leurs besoins en soins sont plus élevés ».

Les travailleurs et les familles des résidents ont demandé à M. Oraziotti « d'assurer rapidement » un meilleur financement susceptible d'annuler les compressions dans les soins et dans la dotation en personnel. Les travailleurs au foyer de soins infirmiers, membres de la section locale 4685 du SCFP, ont fait suivre la conférence de presse d'un piquet d'information le samedi, auquel se joignaient des résidents concernés par la réduction des soins.

Les résidents et les travailleurs continueront de lutter contre les coupures. Un rassemblement pré-budgétaire est prévu à la fin avril, au bureau de M. Oraziotti.

### « Arrêtez de faire la guerre aux pauvres »

Dans le cadre de la campagne 'Haussez les prestations', pour changer l'Ontario pour le mieux, pour tous.

des centaines de membres et alliés du SCFP-Ontario ont défilé dans les rues de Toronto, à destination du Congrès libéral provincial. Ils exhortaient les libéraux à « arrêter de faire la guerre aux pauvres ».

« Malgré 11 ans au pouvoir, les libéraux n'ont pas traité du grave problème croissant de la pauvreté en Ontario », a déclaré le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn, lorsque le rassemblement a atteint le Palais des congrès du Toronto métropolitain.

« Ils ont maintenu d'énormes réductions d'impôts pour les entreprises en abaissant en permanence le niveau de vie des plus pauvres de la province », a-t-il ajouté. « Au lieu d'emplois à temps partiel et d'emplois occasionnels, ce qui semble être le plan du PC, il nous faut un gouvernement qui investira dans les services publics et dans l'infrastructure sociale pour créer des emplois, pour permettre aux gens de se sortir de la pauvreté et

La campagne 'Haussez les prestations' exhorte la province à augmenter les taux d'aide sociale pour restaurer la perte de 55 % de la valeur depuis les coupures effectuées par les conservateurs en 1995, à instaurer un salaire minimum de 14 \$/heure entièrement indexé à l'inflation et à rétablir pleinement l'Allocation pour régime alimentaire spécial et la prestation pour l'établissement d'un nouveau domicile. Elle invite aussi la province à s'engager à ne pas fusionner Ontario au travail et le POSPH.



## Conférence sur la justice raciale et les droits de la personne

Plus d'une centaine de membres ont participé à la première Conférence annuelle sur la justice raciale du SCFP-Ontario qui se tenait à Richmond Hill, le 10 mars. Le programme fort chargé comprenait des allocutions du président du SCFP-Ontario, Fred Hahn, de la secrétaire-trésorière, Candace Rennick, et de la vice-présidente de la diversité, Veriline Howe. Ceci a été suivi par un groupe de discussion auquel participaient Gary Pieters de l'Alliance urbaine sur les relations interraciales, Michael Kerr de Colour of Poverty et Paulette Senior du YWCA Canada. Les ateliers de l'après-midi portaient sur la recherche d'actions concrètes pour accroître la justice raciale en milieu de travail, syndical et communautaire.

Le lendemain, on assistait au coup d'envoi de la Conférence biennale du SCFP-Ontario sur les droits de la personne. Cette conférence de trois jours comprenait une table ronde sur l'équité animée par Nora Loreto, à laquelle participaient trois vice-présidentes de la diversité du SCFP-Ontario, à savoir Veriline Howe, Joanne Webb et Marlon Picken.

La deuxième journée offrait un atelier intitulé « Histoires de réussites lorsqu'il s'agit de faire progresser l'égalité » avec Winnie Ng, Sam Gindin, titulaire de chaire en justice sociale et démocratie à l'Université Ryerson, Ray Smith, récipiendaire du Prix du SCFP national pour le militantisme en faveur des droits de la personne ayant un handicap et Deena Ladd du Workers' Action Centre.

Le troisième jour, le principal orateur était la militante syndicale autochtone, Terri Monture, de la Guilde canadienne des médias. Figurait aussi à l'horaire de nombreux ateliers et réunions du Caucus électoral.

Des membres ont été élus à six comités du SCFP-Ontario, pour un mandat de deux ans, soit les travailleurs autochtones, la solidarité internationale, la justice raciale, les travailleurs ayant un handicap, les jeunes travailleurs et le triangle rose.

La prochaine Conférence sur la justice raciale est prévue pour l'automne 2014. Elle coïncidera avec la Conférence des femmes du SCFP-Ontario. La prochaine Conférence sur les droits de la personne aura lieu à l'automne 2015.



Élections aux comités de l'égalité du SCFP-Ontario, lors de la Conférence sur les droits de la personne (dans le sens des aiguilles d'une montre, à partir de la gauche, en bas) : travailleurs autochtones, solidarité internationale, justice raciale, travailleurs ayant un handicap, jeunes travailleurs, le triangle rose.

## Tous debout pour la justice

Le 4 avril, les travailleurs du secteur des services aux personnes handicapées ont organisé un « Piquet pour l'équité salariale » à Guelph demandant au gouvernement provincial d'exécuter une ordonnance d'équité salariale qui corrigerait des années de discrimination salariale systémique fondée sur le sexe.

Un mois avant le rassemblement, les membres du SCFP-Ontario à l'emploi du Community Living Guelph Wellington ont reçu une ordonnance de la Commission provinciale sur l'équité salariale obligeant l'employeur à verser à la fois aux travailleurs syndiqués et non syndiqués des arriérés de salaire couvrant les années 2010 à 2013.



Mais, dès que l'ordonnance est tombée, le directeur de l'agence écrivait dans une lettre ouverte « qu'une ordonnance ne change rien au fait que nous n'avons pas les moyens de verser les arriérés de salaire, compte tenu le niveau de financement actuel ».

Cependant, l'organisme est tenu par la loi d'effectuer les paiements sans réduire les effectifs ou les services.

Lors du rassemblement qui se tenait devant le bureau de circonscription de la députée provinciale de Guelph,

Liz Sandals, les membres ont demandé à la province d'intervenir et de faire respecter la dite ordonnance. La province a également été invitée à traiter du sous-financement chronique qui sous-tend la crise.

Le rassemblement a eu lieu quelques jours seulement après une fuite d'une note de service gouvernementale

selon laquelle la province prévoit renflouer de 730 millions \$ le financement des services aux personnes handicapées pour faire face aux longues listes d'attente lors de l'obtention de soins.

« Les révélations suite à la fuite en ce qui concerne l'annonce budgétaire, cette semaine, signale clairement qu'il y a amplement de fonds pour honorer les obligations

prévues par la loi en matière d'équité salariale en ce qui a trait aux travailleurs du secteur des services aux personnes handicapées », a déclaré Joanne Smithers, représentante du Comité de coordination du secteur des services aux personnes handicapées du SCFP-Ontario. « Par conséquent, nous demandons au gouvernement d'ordonner à l'agence de s'acquitter immédiatement de ses obligations envers ces travailleurs, passés et présents, dont le travail a été sous-évalué et sous-payé pendant ces quatre dernières années ».

## Journée de l'égalité salariale, le 16 avril



L'équité salariale est la loi en Ontario. Mais, les dernières données révèlent que les femmes continuent de gagner en moyenne 31 % de moins que les hommes, soit une hausse de 3 % par rapport à l'an dernier.

Le 16 avril est la Journée de l'égalité salariale et le SCFP-Ontario collabore avec la Coalition d'équité salariale pour organiser des événements à Ottawa, Kingston, London, Sudbury, Toronto et Windsor.

Pour en savoir plus sur les activités de la Journée de l'égalité salariale ou pour organiser un événement dans votre ville, veuillez consulter [cupe.on.ca](http://cupe.on.ca) ».

## Les conférences sectorielles : une participation superbe

Cet hiver, plus de 1 000 membres du SCFP-Ontario ont participé à des conférences sectorielles. Les secteurs des conseils scolaires, des services sociaux, des universités et des municipalités ont planifié les actions politiques et la mobilisation qui permettront de renforcer leurs secteurs, de faire progresser l'équité et de changer l'Ontario pour le mieux.

Chaque conférence comportait des allocutions de dirigeants du SCFP-Ontario, de nombreux ateliers pratiques sur la négociation, les communications, des sujets politiques et une gamme importante de conférenciers invités.

Les travailleurs des conseils scolaires se sont réunis à Niagara Falls, du 4 au 8 février. Parmi les conférenciers invités, notons Brigitte DePape. Les employés du secteur universitaire se sont aussi réunis à Niagara Falls, deux semaines plus tard. Leur programme comprenait une discussion politique en groupe avec le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), le Workers' Action Centre et Carlo Fanelli, professeur à l'Université Ryerson et éditeur d'Alternate Routes.

Les travailleurs des services sociaux se sont réunis à Ottawa, du 20 au 23 mars, lors d'une conférence qui comprenait des allocutions de Kathleen Monk de l'Institut Broadbent, de Jan Borowy, avocate du travail spé-

cialiste de la loi sur l'équité salariale et sur l'emploi au cabinet juridique Cavaluzzo Shilton McIntyre Cornish LLP et du député néo-démocrate et porte-parole en matière de travail, Alexandre Boulerice.



Les bibliothécaires ont passé deux jours ensemble en mars, précédant la Conférence des travailleurs municipaux, à Richmond Hill. Au programme, mentionnons le président de l'American Library Association, Mitch Freedman, et un groupe de discussion mettant en vedette la présidente de la section locale 4948, Maureen O'Reilly, la bibliothécaire de la section locale 905, Guila Cukier et le chercheur du SCFP, Simon Collins.

Également au programme, des allocutions de la chef du NPD-Ontario, Andrea Horwath, de la candidate à la mairie de Toronto, Olivia Chow, du vice-président régional du SCFP pour le Manitoba, Mike Davidson, et de Trish Hennessy du Centre canadien de politiques alternatives.

*Pour en savoir plus sur les prochaines conférences et événements, veuillez consulter [cupe.on.ca](http://cupe.on.ca).*

## Tous debout pour la justice : à vous de vous impliquer

C'est notre syndicat. Nous sommes responsables des avantages dont nous pouvons nous prévaloir grâce à notre convention collective. Il en va de même des avantages que de nombreux autres Canadiens reçoivent parce que nos syndicats se sont battus pour eux.

Malheureusement, tous les membres ne réalisent pas tout le bien qu'il y a à faire partie de notre syndicat. Ils n'ont aucune idée des menaces législatives auxquelles nous sommes confrontés.

'Tous debout pour la justice' est notre façon de veiller à ce que nos

sections locales aient en main le plan et les outils nécessaires pour faire participer les membres, pour savoir ce qu'ils ressentent et pour nous assurer qu'ils sachent bien ce qui se passe. Par l'entremise de conversations face-à-face avec eux, nous partageons l'information, nous renforçons l'allégeance de notre effectif et nous recrutons de nouveaux militants enthousiastes.

Partout en Ontario, plus de 600 sections locales ont déjà reçu la formation en matière de leadership. Plus de 200 sections locales ont participé à la formation du

communicateur.

'Tous debout pour la justice' fournit les outils fondamentaux que les sections locales, les secteurs et les comités utilisent pour dialoguer avec les membres sur des sujets tels que les négociations, la privatisation, les coupures et les menaces législatives.

Compte-tenu d'une probable élection provinciale au printemps et d'élections municipales à l'automne, il est temps de veiller à ce que votre section locale s'implique.

Pour en savoir plus, consultez [standupforfairness.ca](http://standupforfairness.ca).

## Les dates limites pour l'envoi des candidatures des prix et le congrès approchent à grands pas

Les renseignements et les formulaires de mise en nomination sont disponibles à [cupe.on.ca/convention2014](http://cupe.on.ca/convention2014). La date limite pour soumettre une candidature est le 24 avril.

Cette année, le congrès débute à 9 h 00 le mercredi 28 mai, au Caesars Windsor Hotel et se termine le 31 mai.

Le Congrès prévoit une gamme impressionnante de conférenciers invités, un rassemblement de masse et des élections au Conseil exécutif du SCFP-Ontario.

Les enfants du SCFP sont les bienvenus puisqu'une fois de plus, un camp de jeunesse leur sera offert. La dernière fois, les enfants ont été en mesure de visiter l'usine d'assemblage Ford établie à Dearborn et l'Institut des arts de Détroit.

Chaque année, le SCFP-Ontario reconnaît trois militants

syndicaux exceptionnels. À vous de désigner quelqu'un qui contribue véritablement comme candidat pour le Prix de solidarité avec nos consœurs, le Prix de la santé et sécurité au travail ou le Prix des travailleurs blessés.

Gardez l'œil sur le site web du Congrès pour obtenir les mises à jour et les activités qui seront offertes dans le cadre du camp de jeunesse.



## Jour de deuil national



Le 28 avril est le Jour de deuil national en l'honneur des travailleurs qui ont été tués ou blessés au travail. Pour en savoir plus sur cette journée et sur les activités qui auront lieu dans toute

la province, veuillez consulter [cupe.on.ca](http://cupe.on.ca).

## Événements à venir

### Le Congrès du SCFP-Ontario

Du 28 au 31 mai : Caesars Windsor

### La Conférence des travailleurs blessés

Du 10 au 14 septembre : Delta Sault Ste. Marie

### La Conférence des travailleurs de la santé

Du 16 au 19 septembre : Delta Sault Ste. Marie

### La Conférence des travailleurs ambulanciers

Les 22 et 23 septembre : Caesars Windsor

### La Conférence du secteur sectoriel national

Du 6 au 9 octobre : Sheraton Centre Toronto

Rejoignez-nous  
en ligne!



[facebook.com/CUPEOntario](https://facebook.com/CUPEOntario)



[twitter.com/CUPEOntario](https://twitter.com/CUPEOntario)



[youtube.com/CUPEOntario](https://youtube.com/CUPEOntario)

Obtenez les dernières nouvelles sur ce qui vous touche tous les jours à:

[www.cupe.on.ca](http://www.cupe.on.ca)